

Le pouvoir aux travailleurs

29 AOÛT 2001

N°84

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- MÊME S'ILS SE RÉCONCILIENT CE NE SERA PAS AVEC LES CLASSES LABORIEUSES!	2 - 4
- DERRIÈRE LA COMÉDIE DE LA RÉCONCILIATION	5 - 7
- LA "CÔTE D'IVOIRE, UNE POUDRIÈRE IDENTITAIRE"?	7 - 8
- LE PROCÈS DES GENDARMES: UNE COMÉDIE	9
- LA SITUATION DES TRAVAILLEURS DU BÂTIMENT: LE DERNIER SOUCI DU GOUVERNEMENT	10
- LES INCENDIEURS SONT DEVENUS DES POMPIERS!	11
- AFFAIRE TAPE KOULOU: QUI SEME LE VENT... ..	11 - 12
- INTERVIEW PRESIDENTIELLE DU 7 AOÛT	12
- CHOLÉRA : MALADIE DES PAUVRES	12
- LES 3000 VOITURES DISPARUES	13
- IL NE RESTE PLUS QU'A NOUS ECLAIRER A LA BOUGIE	13
- TOUT TRAVAIL MÉRITE SALAIRE	14
- DERRIÈRE L'ULCÈRE DE BURULI, L'ULCÈRE SOCIAL	14
- UNE POLICE POURRIE	14
- POUR AVOIR RÉCLAMÉ LEUR DÛ, LES AGENTS DU CNIS ONT ÉTÉ VIOLEMMENT BATTUS	15

**MÊME S'ILS SE RÉCONCILIENT
CE NE SERA PAS AVEC LES CLASSES LABORIEUSES!**

Pendant que politiciens et commentateurs amusent la galerie en entretenant un suspense dérisoire sur le "*forum de réconciliation*" voulue par Gbagbo, la situation des classes laborieuses ne cesse de se dégrader.

Les prix des produits les plus indispensables, riz, igname, huile, savon sont en hausse sur les marchés. Les ressources déjà maigres des travailleurs, des djobeurs, de l'ensemble des classes populaires, suffisent de moins en moins, même seulement à nourrir convenablement la famille. Et pour beaucoup, ces ressources elles-mêmes ont diminué ou disparu, car les entreprises restreignent leurs effectifs et les chantiers du bâtiment sont suspendus ou arrêtés.

Pour insupportable que soit la situation des classes populaires dans les villes, elle l'est encore plus dans les villages. La malnutrition est générale, la sous alimentation menace de le devenir. De plus en plus nombreux sont, surtout parmi les jeunes, ceux qui sont contraints de quitter le village pour les quartiers pauvres d'Abidjan. Mais pour y trouver quoi? Il n'y a pas de travail, sauf des djobs mal payés quand ils sont payés.

L'Etat, même sous la direction du prétendu "*socialiste*" Gbagbo est aussi dur pour les classes populaires que l'ont été ses prédécesseurs Houphouët, Bédié ou Guéi. Au lieu de chercher à améliorer leur sort, il l'aggrave. La récente hausse de la TVA sur l'électricité à la consommation - donc du prix de l'électricité pour les familles de pauvres - est d'autant plus significative d'une politique anti-populaire qu'en même temps, les taxes payés par les entreprises capitalistes ont été abaissées. Et les familles de pauvres attendent avec méfiance même les réformes soi-disant en leur faveur comme l'assurance maladie universelle. A juste raison, car on peut être certain que l'Etat cherchera à encaisser les cotisations, mais dans bien des villages et même, dans bien des quartiers populaires de grandes villes, il ne donnera rien en contrepartie, car il n'y a ni dispensaire, ni médecin. Et même quand il y en a, qui a les moyens d'avancer l'argent des soins avant de se faire éventuellement rembourser? Ce sera seulement un impôt supplémentaire pour les travailleurs, pour les paysans et même pour les chômeurs, obligés de cotiser.

La défaillance de l'Etat est totale dans des domaines aussi essentiels que l'approvisionnement de tous les quartiers en eau potable ou la mise en place et l'entretien des infrastructures. Pour quelques grandes routes construites, surtout pour assurer le transport des marchandises pour les entreprises capitalistes, combien de quartiers populaires où la pluie transforme les rues en borbier ou en marécages porteurs de miasmes? Le fait qu'une maladie aussi facile à prévenir aujourd'hui que le choléra se transforme en épidémie et fasse des morts est un indice tangible de la défaillance totale d'un Etat. Il ne sait que prendre aux classes populaires sous forme de taxes - sans même parler des rackets en tout genre - et ne leur donne rien en échange,

si ce n'est des coups. Les policiers, les gendarmes, les militaires du "socialiste" Gbagbo sont aussi méprisants vis à vis des travailleurs et des pauvres, aussi répressifs, aussi portés à les détrousser comme des bandits de grand chemin, que les forces de répression de ses prédécesseurs. Pas étonnant, ce sont les mêmes et elles sont tout aussi choyées par le nouveau président quelles l'ont été par les anciens.

Alors, quelle importance, pour les classes laborieuses, que le "forum de réconciliation" ait lieu le 7 septembre ou soit repoussé en octobre, en décembre ou à jamais? Qu'est-ce que ça peut leur faire qu'Ouattara accepte d'y venir ou le refuse?

On voit les avantages pour Gbagbo d'une grande embrassade général entre leaders politiques: ce serait la reconnaissance solennelle de sa position de président par ses rivaux du passé, du présent et surtout, de l'avenir.

On en voit les avantages pour Bédié qui aurait, en contre-partie, la reconnaissance de son droit de jouir en paix de tout ce qu'il a amassé, y compris au détriment des caisses de l'Etat. Même chose pour Guéi dont les députés se sont d'ailleurs déjà réconciliés avec ceux de Gbagbo, d'autant plus que ce dernier leur a concédé quelques places de ministre.

Même Ouattara pourrait tirer profit de la "réconciliation", si Gbagbo acceptait de le réintroduire de plein droit dans la vie politique. Il n'est évidemment pas dit que Gbagbo l'accepte - d'où les réticences de Ouattara. Mais le seul enjeu de ces marchandages en coulisse, c'est la carrière politique de Ouattara et la position de sa coterie politique et pas les intérêts de la population.

En réalité, toute cette affaire ne concerne pas la majorité laborieuse de la population, mais seulement les coteries politiques. Elle ne peut même pas en espérer la fin des tracasseries ethnistes qui se sont transformés à plusieurs reprises en violence sanglante. D'abord, parce que les "présidentiabiles" rivaux, même réconciliés aujourd'hui, peuvent recommencer leur démagogie ethniste demain. Ensuite, parce qu'une cérémonie de réconciliation entre chefs, ne mettra pas fin à la démagogie des plumitifs à leur service, ni aux agissements de leurs troupes. Les nervis du FPI ne baisseront pas les bras, pas plus que ceux du RDR. Et surtout, comment imaginer que les gendarmes, responsables du charnier de Yopougon, triomphalement acquittés pour leurs crimes, ce qui vaut encouragement, cesseront d'utiliser des prétextes ethnistes ou xénophobes, pour multiplier les tracasseries à l'égard des déshérités?

Alors, même si les chefs politiques se réconciliaient entre eux, cela ne signifiera nullement la réconciliation avec la majorité laborieuse de la population. Car tous autant qu'ils sont, les quatre "présidentiabiles" représentent les intérêts de la bourgeoisie possédante, ivoirienne et internationale. Ils représentent les intérêts politiques de la classe riche qui, elle, mène et continuera à mener une guerre féroce contre les travailleurs, contre les paysans pauvres, contre les classes populaires. Leur richesse vient précisément des salaires trop bas qu'ils donnent à leurs ouvriers et des prix trop hauts qu'ils imposent aux consommateurs des classes populaires. Les bas salaires ne

sont-il pas le principal argument invoqué par Gbagbo pour attirer les investisseurs en Côte d'Ivoire?

Aussi, la seule chose importante pour l'avenir du point de vue des travailleurs, des classes pauvres, est la rapidité avec laquelle pourra s'organiser le mouvement ouvrier pour se défendre dans la guerre que leur mène la classe riche et leurs représentants à la tête de l'Etat. Il faut en particulier que les travailleurs s'organisent politiquement et se donnent un parti dont la raison d'être serait de défendre les intérêts politiques du prolétariat des villes et des campagnes et dont la préoccupation permanente serait d'imposer des mesures favorables aux travailleurs et aux pauvres.

Le PDCI, l'UDPCI et le RDR ne sont que des comités de notables au service des ambitions politiques respectives de Bédié, de Guéi ou de Ouattara et pour préserver les fromages de députés, des élus municipaux, et de leurs coteries.

Le FPI, malgré quelques discours en direction des travailleurs lorsqu'il avait été dans l'opposition; malgré les phrases redondantes de Gbagbo sur la "refondation", n'a nullement l'intention de refonder quoique ce soit dans la société ivoirienne, et sûrement pas en faveur des classes pauvres. A-t-il seulement manifesté l'intention de toucher à la fortune des classes riches, à réduire leurs privilèges et à limiter leur avidité? Non, pas même en paroles. Or, on ne peut pas, dans ce pays, améliorer le sort des classes laborieuses, sans obliger le patronat à payer des salaires meilleurs, sans les obliger à embaucher plus, à racheter aux paysans leurs matières premières à meilleur prix, à respecter ne serait-ce que la législation du travail actuelle. On ne peut assurer une politique de santé qui profite à tous, et pas seulement à ceux qui ont de l'argent; on ne peut améliorer les infrastructures et l'hygiène dans les quartiers pauvres, sans réorienter fondamentalement les dépenses de l'Etat, en supprimant tous les avantages, toutes les subventions ouvertes ou déguisées aux entreprises capitalistes, en prenant des mesures draconiennes contre la corruption, contre le pillage des caisses de l'Etat par ceux qui le dirigent.

En un mot, on ne peut rien faire pour les classes laborieuses, sans s'en prendre aux intérêts des classes riches. Gbagbo ne veut rien faire contre les riches. Il ne fera rien pour les travailleurs et pour les démunis.

Le FPI, son parti, n'a non seulement rien à voir avec le socialisme, il ne représente même pas les idées progressistes. Rien que son ethnisme ordurier, la façon dont ses militants propagent dans leurs rangs comme autour d'eux, sous prétexte du respect des traditions, des idées réactionnaires et obscurantistes, le disqualifie. Oh, il n'est pas pire que le PDCI, que le RDR, que UDPCI! Mais il n'est pas meilleur, ni même différent.

Alors, aux travailleurs les plus conscients de se donner la main, aux intellectuels révoltés par la situation des classes laborieuses de les rejoindre et alors tous les espoirs sont permis pour que le prolétariat ait enfin son propre parti et se donne toutes les chances pour mener les luttes nécessaires afin d'imposer leurs exigences pour une vie meilleure.

DERRIÈRE LA COMÉDIE DE LA RÉCONCILIATION

Nous ne perdrons pas notre temps à tenter de deviner quand aura lieu la "réunion de réconciliation" voulue par Gbagbo - si même elle aura lieu - et l'accueil qu'il trouvera auprès des trois autres compères-rivaux. Guéi a déjà donné un oui timide, Bédié marchande encore et Ouattara ne fait pas autre chose, bien que ses exigences soient plus grandes.

La proposition de Gbagbo ne vise pas seulement à consolider sa position de président. Elle correspond aussi aux exigences des grandes puissances. Ce n'est nullement que ces grandes puissances soient préoccupées par le sort de la population ivoirienne. Le sang et la violence, elles savent en faire leur profit à une toute autre échelle que le pire des gouvernements ivoiriens ne saurait le faire. Malgré les déclarations hypocrites des chefs d'Etat ou de gouvernement de la France, des Etats-Unis et des instances européennes, la démagogie ethnistes de leaders politiques ivoiriens et les violences qui en découlent, ne les gênent certainement pas sur le plan moral. Toutes les grandes puissances ex-coloniales, tout comme les Etats-Unis, savent diviser les populations des pays dont elles convoitent les richesses, dresser les uns contre les autres en fonction des critères ethniques, religieux ou autres, si leur intérêt l'exigent. Personne ne peut nier aujourd'hui la responsabilité écrasante de la France et de la Belgique dans le génocide ethnistes au Rwanda. Le rôle souterrain des trusts du diamant et de ceux qui convoitent d'autres richesses minières est notoire au Libéria, au Sierra Leone,

sans parler du Zaïre ou du Congo. Et l'on doit se souvenir que derrière les aspects ethniques de la sanglante guerre du Biafra, il y avait la rivalité de deux trusts du pétrole pour le contrôle des ressources pétrolière de ce pays. C'étaient les populations du Nigéria qui étaient massacrés par milliers, leurs cases brûlés, leurs peu de biens détruits, mais c'est dans les bureaux luxueux des conseils d'administration de Shell ou d'Elf que l'on tirait les ficelles et les profits.

Mais si les bourgeoisies impérialistes savent se servir des oppositions ethniques quand cela les arrange voire les fabriquer, l'instabilité politique de la Côte d'Ivoire, depuis la mort de Houphouët, ne les arrange pas. L'insécurité quotidienne, les pillages périodiques, les vitrines brisées et les grands magasins vidés de leur contenu, c'est mauvais pour les affaires. Et à quoi bon de négocier des contrats juteux avec un gouvernement, s'il peut être renversé du jour au lendemain? Et de surcroît, la Côte d'Ivoire, est non seulement livrée aux grands capitalistes à la Bouygues ou Bolloré, mais permet aussi à une bourgeoisie moyenne de toute provenance (française, libanais et bien sur, ivoirienne) de prospérer, profitant de la main d'oeuvre bon marché, des ressources diverses ou de la générosité des commandes de l'Etat. Cette couche de profiteur vit dans le pays et craint de subir certains des inconvénients de l'instabilité et de l'insécurité.

Dans quelle mesure les "leaders" et la caste politique ivoirienne seront-ils

sensibles aux pressions venant de ces milieux - qui est aussi le leur - l'avenir le dira. Gbagbo est trop dépendant des aides des organismes internationaux pour ne pas tenter de répondre à leurs souhaits. Les autres ne sont pas au pouvoir - ils peuvent plus facilement poser leurs conditions personnelles, rechigner, avancer à reculons. Mais même Ouattara qui aurait le plus à perdre si ses conditions n'étaient pas acceptées par Gbagbo, a une trop ancienne pratique des organismes internationaux de la bourgeoisie, pour ne pas être sensible aux conseils de "réconciliation" prodigués par les milieux politiques occidentaux. En outre, si les marchandages ne peuvent décidément pas aboutir, on peut plus facilement le recaser dans un de ces organismes, pour le dédommager de l'éventualité d'un abandon de ses ambitions présidentielles. En outre, on ne lui demandera même pas nécessairement d'abandonner ouvertement cette ambition: grâce au prestige du "chef du Nord" que lui a fabriqué la démagogie anti-dioula de ses adversaires, il peut être utile, le cas échéant, pour désamorcer une éventuelle révolte du Nord. Il suffirait qu'il ne rentre pas pour le moment et accepte de ne pas gêner le président en place.

Gbagbo justifie sa proposition de réconciliation en invoquant précisément la nécessité de redonner confiance aux investisseurs. *"Laissez-moi gouverner, reconnaissez-moi comme président, aidez-moi à stabiliser le pouvoir politique, et les investisseurs reviendront, et toute la classe privilégiée en tirera profit"*.

L'argument, pour avoir un fondement, n'en est pas moins

fallacieux. Pour les dits "investisseurs" et en particulier, pour le grand capital, la stabilité ou la sécurité ne sont qu'un facteur parmi d'autres. Le facteur décisif, c'est le profit que l'investissement rapporte. Cela tient du degré d'exploitation des travailleurs - autrement dit, plus mal payés sont les ouvriers, plus les "investisseurs" sont tentés d'investir. Mais cela tient, aussi et surtout, à la situation économique internationale, à l'état du marché mondial.

Or, l'économie internationale tourne au vinaigre. Malgré plusieurs années d'accroissement des profits des entreprises capitalistes, d'envolée des valeurs boursières et financières, obtenus par la dégradation de la situation des travailleurs à l'échelle du monde, y compris dans les pays développés, une nouvelle récession semble commencer. Elle se dessine déjà aux Etats-Unis. L'Europe risque de suivre. Des grands trusts multinationaux - notamment ceux de l'informatique, de la téléphonie ou de l'automobile - licencient en masse. Autrement dit, même dans les pays impérialistes, les "investisseurs" désinvestissent. En l'occurrence, l'évolution de la situation internationale pèsera infiniment plus sur les investissements en Côte d'Ivoire et donc, sur le fonctionnement des entreprises, des constructions, des banques, etc, que toutes les palinodies autour de la "réconciliation".

Voilà pourquoi les slogans sur "l'ivoirité" ne sont pas seulement dangereux, ils sont, aussi, désespérément stupides. Ce n'est pas le nombre plus ou moins grand de travailleurs burkinabés, maliens ou ghanéens qui est susceptible de peser

sur la situation économique en Côte d'Ivoire, mais ce que décideront une poignée de conseils d'administration de grandes entreprises dont les membres n'ont pas besoin de mettre les pieds en Côte d'Ivoire pour pouvoir la ruiner si telle est la conséquence des décisions

que leur intérêt leur commande. Voilà pourquoi, aussi, c'est l'ordre économique qui permet cela qu'il faudra changer et c'est ce que veulent dissimuler les politiciens et les plumitifs qui propagent les arguments crasseux de la xénophobie et de la haine ethniste.

LA "CÔTE D'IVOIRE, UNE POUDRIÈRE IDENTITAIRE"?

Le film du sociologue Belge Benoît Scheuer intitulé *"la Côte d'Ivoire, une poudrière identitaire"* a été, en fin de compte, diffusé à la télévision le 13 août. Il a suscité de nombreuses réactions et critiques.

En effet, sachant que le film allait de toutes façons circuler très largement sous le manteau, les gens du pouvoir ont préféré prendre l'initiative de le diffuser à la télévision, pour dire qu'ils n'ont *"rien à cacher"*, comme l'avait dit Gbagbo. Le débat qui a suivi le film a duré jusqu'à l'aube. De nombreuses *"élites ivoiriennes"*, universitaires ou politiques, y étaient présentes.

Nombreux étaient les travailleurs, qui, en regardant le film, ont eu sinon des larmes aux yeux, et dans tous les cas, ont fait des commentaires et ce sont posés de nombreuses questions du genre: *"ivoirité- ivoirité, on entendait ça partout. Ça ne nous disait rien. Or, à partir du film, on a vu ce qui devait arriver"*; d'autres se sont dit, *"comment éviter que de telles barbaries ne se reproduisent à l'avenir?"*; ou encore, *"le film fait peur"*; *"c'est pas l'homme!"*; certains ont retenu les paroles d'Ouraga Obou qui disait, *"aujourd'hui ce sont les burkinabés qu'on a tué et chassé des terres, demain, ça va être le tour des*

Baoulés, avec ce que cela suppose de massacres entre populations pauvres "Bété-Baoulé", "Guéré-Baoulé" ou "Kroumen-baoulé", etc.

Mais dans les quartiers, on a aussi entendu des réactions de gens haineux, barbares, notamment des étudiants contaminés par le poison de la xénophobie distillé par leurs aînés *"intellectuels"*. Il y en a parmi eux qui ont dit: *"si moi je vais au village, je dirais à mes parents de chasser tous les burkinabés de nos villages"*; *"les burkinabés n'ont encore rien vu, ils n'ont qu'à rester!"*; *"or, donc, c'est le RDR qui a fait le charnier et on accuse les gendarmes?"*

Ces jeunes prétendus intellectuels n'ont fait qu'exprimer plus ouvertement ce que leurs aînés présents à la télévision n'ont pas eu le courage de dire ouvertement mais chacun pouvait comprendre le fond de leur pensée.

En effet, aucun d'entre eux, exceptés Ouraga Obou et les universitaires d'origine du Nord du pays, n'ont exprimé le moindre dégoût, la moindre colère par rapport aux horreurs qu'ils ont vu dans le film. Si colères et dégoûts, ils ont exprimé, c'est plutôt envers Benoît Scheuer qui les a, selon

eux, "manipulé" et détourné de son objectif les propos qu'ils ont exprimé dans le film, qui étaient à l'origine destinés à des objectifs "pédagogique" et "universitaire", pour en faire, à leur insu, un film. Par ailleurs, toutes leurs critiques, lors du débat qui a suivi le film, c'était pour dire que le réalisateur a fait un "montage" qui "ne reflète pas la réalité", "mélangeant" des images de différents événements qui se sont produits en Côte d'Ivoire, "sans respecter les chronologies", aussi bien les "événements" de "Tabou" qui avait entraîné, on se souvient, massacres suivis de l'exode de 12.000 burkinabés, que les événements qui ont suivi les élections présidentielles, avec des images de l'Allemagne nazie et des massacres du Rwanda. Voilà, les seuls critiques de ces messieurs après avoir vu le film. En dehors de telles critiques, mineurs par rapport au fond, ils n'ont rien eu d'autres à dire.

Pourquoi donc n'ont-ils pas dénoncé eux-mêmes ces faits? Pourquoi ne s'est-il pas trouvé un cinéaste d'ici pour dénoncer ce qui s'est passé, pour prendre une position, par delà les clivages ethnistes?

Pourtant, même s'il y a eu "montage" et "manipulation"; même si les commentaires dans le film étaient en faveur d'Alassane Ouattara; même si ce dernier avait comme l'un d'entre eux l'a dit, financé le film, même si tout cela était vrai, le simple bon sens doit nous amener à nous dire: *"attention, les faits évoqués sont réels; les massacres qui se sont déroulés au Rwanda sont réels; la faillite d'un pays comme le Libéria est bien là. Tout cela s'est bien passé. Ce sont des réalités, au-delà des commentaires. Ce film doit nous*

amener à réfléchir. Ce sont en effet les mêmes politiciens pourris qui ont concouru pour le pouvoir dans ces pays. C'est la même misère dans laquelle la bourgeoisie maintient la population pauvre que le poison de l'ethnisme et la haine s'est développée, entraînant massacres entre populations pauvres -faut-il le rappeler".

Mais, en plus, qu'est-ce que ces "intellectuels" xénophobes appellent "montage"? Eux-mêmes, quant ils enseignent les mathématiques dans les universités, ne font-ils pas justement un "montage" aussi bien des rudiments de calculs comme $1 + 1$ qu'on enseigne aux enfants, avec des équations plus compliquées? La littérature qu'ils enseignent n'est-elle pas constituée d'éléments de bases à commencer par les alphabets?

Eh bien pareillement, pour en arriver à des massacres en masse qu'a connus le Rwanda et que peut connaître demain la Côte d'Ivoire, eh bien c'est aussi un processus constitué d'éléments de base comme $1+1$ ou comme les alphabets. C'est justement ce qu'a voulu démontrer l'auteur du film dont la sociologie est la spécialité. Maintenant, que ce dernier ait été acheté ou pas, comme l'ont fait entendre "nos intellectuels", cela change-t-il quelque chose à cette réalité?

Bien sûr, que non! Voilà pourquoi les travailleurs conscients du danger, conscients qu'on ne peut pas exclure l'hypothèse que les choses peuvent aller dans le mauvais sens en Côte d'Ivoire, doivent au contraire, justement, se poser sérieusement la question de savoir, comment les choses en arrivent là, et comment lui barrer le chemin avant qu'elles ne deviennent irréversibles?

LE PROCÈS DES GENDARMES: UNE COMÉDIE

Les 8 gendarmes rendus responsables du "*charnier de Yopougon*" ont été libérés, "*faute de preuve*".

On se souvient qu'avant même le début du procès, le ministre de la défense, Lida Kouassi, avait dit, "*on ne fera pas le procès de la gendarmerie*"; quant au journal "*Notre Voie*" du FPI, il titrait aux lendemains des résultats du procès, "*la justice est devenue vraiment juste*"; "*le complot contre la gendarmerie a échoué*"; "*la Côte d'Ivoire lavée de toute souillure*" ou encore "*un procès régulier*".

Rien que ces quelques titres en disent long sur leurs auteurs, sur ce qu'ils sont! Après cela, soi dit en passant, ce sont les mêmes qui chantent "*la réconciliation nationale*" et traitent de tous les noms ce qui pense à juste raison que tout ça n'est que mascarade! Comme l'était ce procès où même la partie civile était absente, qui s'est déroulé de surcroît dans un camp de gendarmerie.

En tout cas, ceux qui ont vécu cette journée du 26 octobre; ceux qui ont vu de leurs yeux comment la gendarmerie à Abobo et les nervis du FPI ont tué, savent que, même s'ils sont absous par le tribunal, ce sont des assassins. Mais ils ne sont pas les seuls

responsables d'une situation où on peut assassiner impunément, simplement parce que la victime appartient à une autre ethnie que la sienne. Les vrais responsables, il faut les chercher ailleurs, parmi les dirigeants politiques, les Bédié, les Gbagbo et leurs sous-fifres, les "*intellectuels*" et les journalistes à leur service, qui ont propagé cette haine.

Même si ces gens n'ont pas tenu un couteau ou un revolver pour tuer de pauvres gens, leurs plumes et leurs paroles en ont armé de centaines, dont ceux des gendarmes.

Par ailleurs, on ne peut que regretter et s'alarmer de voir que nombreux sont les gens, même dans les quartiers populaires, qui se sont réjouis de l'acquittement des gendarmes. On ne peut pas se réjouir de voir des gens qui ont torturé et tué se faire acquitter. En tout cas, cette réaction n'augure rien de bon pour l'avenir.

Notre solidarité la plus totale va aux victimes. Et notre vœux, à ce que les travailleurs, à ce que les populations des quartiers pauvres, non seulement refusent le poison qu'on distille parmi eux, mais qu'ils aient la force et la conscience collective pour s'y opposer et pour briser une détérioration de la situation qui conduit tout droit à la catastrophe.

<p style="text-align: center;">LA SITUATION DES TRAVAILLEURS DU BÂTIMENT: LE DERNIER SOUCI DU GOUVERNEMENT</p>
--

Le ministère de la construction a organisé les "Etats généraux" du "secteur de la construction et de l'urbanisme". Durant cette rencontre entre gouvernement et patrons qui a duré trois jours, ils ont discuté des problèmes des patrons de ce secteur et ont fait le constat, comme sous Bédié, du manque de logements dans ce pays.

Evidemment, on ne pouvait pas attendre de ces gens-là qu'ils parlent de la situation des travailleurs du bâtiment qui subissent une exploitation féroce des patrons, sans parler du chômage énorme dont ils sont victimes en ce moment.

Rappeler que les travailleurs de ce secteur sont, au mieux, liés avec leur patron par des contrats à durées déterminées. Le plus souvent, ils sont embauchés comme journaliers, à la merci total des patrons.

Dans leur grande majorité, les travailleurs ne sont pas déclarés à la CNPS et ne bénéficient d'aucune couverture sociale, ni assurance.

Mais de tous ces problèmes qui concerne pourtant la vie de milliers de travailleurs qui construisent toutes ces belles villas, les "états généraux" n'en ont pas fait cas. C'était le dernier de leurs soucis.

Par contre, ce gouvernement "socialiste" a, comme du temps du

gouvernement Bédié, pris des mesures d'exonération d'impôts et d'allègement fiscal pour ces capitalistes rapaces que sont les banquiers et autres promoteurs immobiliers qui font fortune dans ce secteur sur le dos des travailleurs du bâtiment.

Quant au slogan trompeur lancé par le gouvernement de, "un ivoirien, un toit", ce n'est que moquerie à l'égard de la population pauvre, à commencer par les travailleurs qui construisent les maisons dont la majorité vivent dans des quartiers précaires appelés "Sicobois" ou dans les taudis des bidonvilles d'Abobo derrière-rail, d'Adjamé bromacoté ou de Koumassi prodomo, dont l'exploitation est telle que même payer un loyer dans ces bidonvilles leur pose souvent problèmes.

On peut rappeler que dans le système capitaliste, on ne produit pas ce qui est utile ou nécessaire, mais plutôt ce qui se vend; on produit donc pour ceux qui ont de l'argent pour acheter. Quant aux politiciens qui sont aujourd'hui au gouvernement, comme leurs prédécesseurs, ils appellent "ivoiriens" ceux qui ont de l'argent, ceux qui sont "solvables". Nous autres travailleurs, nous ne comptons pas. La preuve en est que les ouvriers du bâtiment qui construisent ces logements, dorment dans des maisons en bois sans que cela ne préoccupe ni le gouvernement ni les promoteurs immobilier.

L E U R S O C I E T E

LES INCENDIEURS SONT DEVENUS DES POMPIERS!

On passe ici, on entend "réconciliation nationale", on passe-là, c'est encore la même chose. A la télé oh, à la radio oh, dans le gouvernement oh, on entend la même chanson. Mais de quelle réconciliation ces gens-là se gargarisent-ils après avoir semé eux-mêmes la haine xénophobe dans leur course pour le pouvoir? Comment peut-on les croire?

Que disent-ils des conflits ethniques, voire des massacres qui se succèdent d'une région après une autre, dont les dernières en date rapportés par la presse se sont déroulés il y a quelques jours dans la région de Bouaflé et de Lakota? Non, il n'y a rien à attendre de ces salauds!

Venir nous parler de "réconciliation", après avoir semé la haine? Ces gens-là se moquent de nous les travailleurs. Ils font comme le pyromane qui met le feu et qui vient ensuite faire le pompier! Ils nous prennent pour qui?

On ne peut pas leur faire confiance! On ne doit pas leur faire confiance! Ce sont des salauds! Ils nous remettront ça aussitôt que leurs intérêts personnels seront en cause. Par exemple... aux prochaines échéances électorales. Et quand ça va chauffer, tous ces gens-là iront se chercher ailleurs et nous laisser nous massacrer entre nous en nous disant qu'eux ils n'ont pas dit de prendre les couteaux et les fusils!

AFFAIRE TAPE KOULOU: QUI SEME LE VENT RECOLTE LA TEMPETE!

Voici une crapule qui ne sait écrire que des gros mots, des insultes et tenir des propos xénophobes et ethnistes dans son journal "National", pour le compte de Bédié.

D'autres crapules sans doute du camp ethniste adverse, peut-être pour se venger lâchement des propos que tient le directeur de ce journal xénophobe, s'en sont prises à sa famille,

tuant deux d'entre-elles. Apparemment, ce sont ces mêmes assassins qui ont jeté aveuglément une grenade lors de la veiller funéraires, blessants gravement plusieurs personnes présentes.

On ne peut que s'indigner de tels actes et dénoncer leurs auteurs, non pas par mansuétude pour les Tapé Koulou ou autres Yao Noël ou des Vengeance Konan, tous ces journalistes qui ont joué

L E U R S O C I E T E

ou jouent encore la chanson de la haine xénophobe, qui se brûlent ainsi eux-mêmes dans l'incendie qu'ils ont allumé, mais parce que les auteurs des attentats alimentent le même feu.

C'est une chose de dénoncer ces criminels qui ont tué par ethnisme, fut-ce en réponse à l'ethnisme dont ils sont les victimes, s'en est une autre la démarche

du gouvernement "*socialiste*", qui a non seulement apporté une aide financière à l'organisation des funérailles mais étaient même représenté par le Premier ministre et d'autres hauts dignitaires du gouvernement pour représenter Gbagbo.

Comme le dit l'adage, qui s'assemble se ressemble.

INTERVIEW PRÉSIDENTIELLE DU 7 AOÛT

Pédaler ! Pédaler ! C'est-à-dire travailler, travailler... C'est ce que le Président nous a dit pendant son message lors du 41ème anniversaire de "*l'indépendance*" de la Côte d'Ivoire. Bizarrement ce président se disant issu

d'une famille pauvre parle le même langage que nos patrons et semble même ignorer que nous les travailleurs nous ne faisons que pédaler depuis toujours et avec le ventre toujours à moitié creux.

CHOLÉRA : MALADIE DES PAUVRES

Actuellement une grave épidémie de choléra sévit dans le pays, en particulier dans la région d'Abidjan, faisant jusque-là un millier de victimes dont une soixantaine de décès. Que cette maladie du moyen-âge connaisse une recrudescence, il y a de quoi s'interroger. Et nos dirigeants ont le culot de reprocher aux victimes, les pauvres, de ne pas respecter les règles d'hygiène, de ne pas boire de l'eau potable, etc... c'est-à-dire d'être eux-mêmes responsables de leur propre malheur.

On sait que cette maladie est due à la pauvreté car il faut de l'argent pour avoir de l'eau potable. Et si des équipements manquent dans les quartiers pauvres, nos dirigeants y sont tout de même pour quelque chose.

Dans sa "*générosité*", le gouvernement décide de rendre les soins gratuits à quiconque est atteint de cette maladie. La vérité c'est qu'une épidémie ça se propage et qu'ils ont peur d'être contaminés eux-mêmes. Quelle société pourrie!

L E U R S O C I E T E

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Parce que le Président a défilé sous une fine pluie, son petit monde applaudit comme s'il s'agissait d'un haut fait. S'il lui plaît de se faire mouiller que grand bien lui fasse, car nous, c'est régulièrement que nous sommes trempés jusqu'à la moelle des os sur nos

lieux de travail et même dans nos maisons. Ce qu'on aurait souhaité de lui et son gouvernement ce sont des mesures concrètes contre le chômage, la misère et bien d'autres fléaux qui ne font que nous menacer. Mais pour ça on peut être certain qu'il ne se mouillera pas.

LE GOUVERNEMENT INCAPABLE DE TROUVER LES 3000 VOITURES DISPARUES

Pendant la période de transition, 3000 voitures de l'Etat se seraient évaporées dans la nature. Dix mois après la transition, ces voitures sont toujours dans la nature. Ce serait une injure de dire que le gouvernement est incapable de trouver ces voitures car on

sait bien qui sont ceux qui les possèdent. Mais tout comme il sait se monter arrogant et brutal quand il s'agit de réprimer les masses pauvres, il se montre vil et lâche devant des adversaires de taille.

IL NE RESTE PLUS QU'A NOUS ECLAIRER A LA BOUGIE

Depuis le 18 juillet dernier, le gouvernement a procédé à une augmentation du prix de l'électricité. Cette énième augmentation intervient après plusieurs autres (carburant, transport etc...), tandis que notre pouvoir d'achat baisse sérieusement. Comment le gouvernement soi-disant des "pauvres" compte-t-il enrayer la pauvreté? Car c'est nous les pauvres qui allons encore supporter cette augmentation! Parce qu'en contre-partie

de cette augmentation, les grosses entreprises sont dorénavant exonérées de l'ASDI qui est une taxe de 5% que les toutes petites entreprises continueront d'ailleurs de payer.

Une fois de plus, on favorise les riches et on enfonce un peu plus sous l'eau les pauvres. Comme quoi même ce président qui se dit "socialiste" gouverne contre les classes laborieuses!

TOUT TRAVAIL MÉRITE SALAIRE: CHEZ MOTORAGRI ON NE CONNAÎT PAS CA

Depuis neuf mois, les travailleurs de Motoragri sont sans salaires, ni pensions pour les retraités. Une situation très critique quand on voit la cherté de la vie. Travailler durement pour en plus n'avoir même pas son salaire c'était trop pour eux.

C'est ainsi que le 31 juillet ils prennent d'assaut la Caistab. Résultat du coup de force, les promesses du ministre de l'agriculture. Vivement que les travailleurs restent mobilisés car comme dirait l'autre: est-ce que c'est promesse on mange?

DERRIÈRE L'ULCÈRE DE BURULI, L'ULCÈRE SOCIAL

L'ulcère de Buruli est une plaie qui ronge le malade en le rendant invalide et même entraîner sa mort. Cette maladie se soigne mais à un coup très élevé, 2,5 millions de FCFA par an soit environ 200.000 par mois. Une somme énorme pour la plupart des malades. Ce qui n'émeut guère les

firmes pharmaceutiques qui risquent d'interrompre la fabrication des médicaments faute de moyens.

Mais qu'est-ce donc que cette société où la vie d'un homme, sa santé n'intéresse ceux qui fabriquent les moyens de guérir que pour autant que cela leur rapporte du profit?

UNE POLICE POURRIE

Le 25 juillet dernier, l'assemblée nationale revoyait le statut des policiers qui accédaient au rang de militaires avec une hausse substantielle de leur salaire. Selon Boga Doudou c'est pour enrayer le racket.

Ce n'est point le cas, car deux jours plus tard, cinq policiers racketteurs étaient sauvés in extremis des mains

d'une foule en colère. Pour boucler la boucle, non content de racketter, certains policiers se transforment en coupeurs de routes, activité certainement plus lucrative.

Comme quoi, le gouvernement peut faire les discours qu'il veut, les policiers continuent de racketter la population pauvre.

POUR AVOIR RÉCLAMÉ LEUR DÛ,
LES AGENTS DU CNIS ONT ÉTÉ VIOLEMMENT BATTUS

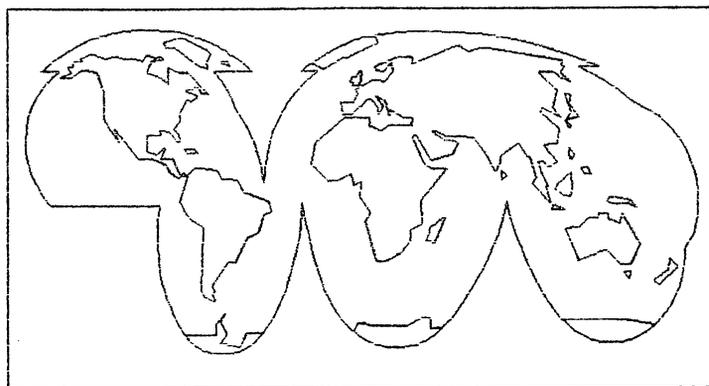
Témoignage d'un agent du CNIS (Centre national d'identification sécuritaire): "Nous savons aujourd'hui une chose, faire confiance à un gouvernement, c'est accepter d'être trahi. Après la venue de Gbagbo au pouvoir, Boga Doudou, notre ministre de tutelle, nous fait savoir qu'il n'y a pas d'argent pour nous payer et "fait appel à notre sens patriotisme". Crédules que nous sommes, nos délégués ont accepté de faire le sacrifice d'un mois de salaire. Ce fut une aubaine pour ce gouvernement: c'est zéro franc nous avons touché! On nous fait croire que l'argent qui nous revenait s'est envolé des caisses.

Quand nous avons commencé à revendiquer, le ministre Boga Doudou

ne s'est pas gêné pour dire qu'il n'avait peur de rien et qu'on pouvait aller se plaindre où on veut. Qu'en tout cas nous n'aurons rien de lui! Je me souviens d'un ami attié, fanatique du FPI, étonné par un tel langage, il est tombé évanoui sur le coup. J'espère que les dernières illusions qu'il pouvait avoir sur le changement de sa situation, en comptant sur ce gouvernement, il les a perdues.

D'autant plus que le ministre s'est borné à nous proposer 20.000F pour ces trois mois de travail. Proposition intolérable que nous avons refusé. Aujourd'hui nous voulons rencontrer le Président. Notre détermination est forte. Gazé ou pas, nous reviendrons jusqu'à ce que nous obtenions gain de cause".

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.